

ON CONTINUE...

avec l'UFR des industries chimiques CGT

l'édito

Le 2 décembre :

ACTIFS ET RETRAITÉS, UNE RIPOSTE INDISPENSABLE DES TRAVAILLEURS, TOUS ENSEMBLE

Impossible d'oublier que nous vivons une situation internationale inquiétante : guerres, règlement violent des conflits de tous ordres, détresses en Afrique, au Moyen-Orient et en Ukraine, destructions des êtres humains et des biens pour accéder aux matières premières. L'Humanité, tout entière est menacée. Quelques États, dans le monde, mettent en danger la planète. Ajoutons les menaces dominatrices des USA à l'égard de l'Amérique latine, le blocus de Cuba, la course engagée au surarmement dans le monde, et l'absence de volonté d'agir pour la paix de la part des pays dominants.

Partout, les puissances économiques capitalistes nationales et internationales, capitalistes, écrasent les notions d'intérêt commun, de solidarité, d'égalité, de société, de progrès et de préservation de la planète. Elles sont au pouvoir. Elles ont aussi les écrans relais de leurs propres intérêts, les médias : on n'est jamais aussi bien servi que par soi-même.

Délocalisations industrielles, pressions sociales sur les salaires et les pensions, remise en cause du formidable principe solidaire des cotisations sociales, services publics affaiblis. Les milliards improductifs « spoliés », parfois financés par de l'argent public, sont protégés par les tenants du capital et ses alliés en France, Medef, RN, partis de droite extrême, d'autres qui se disent de gauche sont en ordre de bataille pour préserver leurs privilèges parlementaires. Ils attaquent, ensemble.

Si les travailleurs ne s'en mêlent pas...

Les travailleurs, quels que soient leur statut, doivent intervenir afin de s'opposer aux offensives en cours.

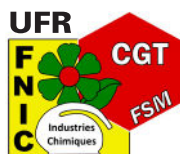
Il est temps de construire une puissante mobilisation dans les entreprises, les facultés et les lycées, les rues, avec l'objectif d'en finir avec les politiques d'austérité. Participer au combat contre le capitalisme est décisif et exige un plus large rassemblement des travailleurs (actifs, retraités, privés d'emplois, précaires, étudiants, etc.). Nous devons, dans les luttes, faire grandir l'idée que le changement de société est nécessaire et cela passe par la construction d'une société au service des travailleurs avec des droits et des pouvoirs permettant d'intervenir à tous les niveaux économique, social, politique.

Les structures CGT appellent l'ensemble de leurs syndicats avec les travailleurs (actifs, retraités, privés d'emplois, précaires, étudiants, etc..) à se mobiliser dès maintenant afin d'installer la grève dans toutes les entreprises et se rendre le 2 décembre, forts et mobilisés, dans la rue pour revendiquer :

- **L'augmentation des salaires.**
- **L'arrêt de toutes les mesures d'austérité des budgets 2026 et suivants.**
- **La retraite à 60 ans à taux plein pour tous et 55 ans pour les travaux pénibles.**

Sommaire

Une : L'édito • Projet de Loi de Finance de la Sécurité sociale 2026. p. 2-3 • L'orga-le point / Situation internationale : Argentine / Venezuela p.4 •



ON CONTINUE... avec l'UFR des industries chimiques CGT est une publication de la FNIC (Fédération Nationale des Industries Chimiques)

FNIC CGT Case 429 - 263 rue de Paris - 93514 Montreuil cedex

Tél. : 01 84 21 33 00 / www.fnic-cgt.fr / e-mail : contact@fnic-cgt.fr

Directeur de publication : **Serge Allègre**

Bimensuel - 1,06 euros / ISSN : 2112-2776 / Commission paritaire : 0129 S 08416

PROJET DE LOI DE FINANCE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE 2026 :

L'examen du projet de loi de financement de la Sécurité sociale a débuté le 4 novembre à l'Assemblée nationale. Le gouvernement a pour objectif un budget drastique de la Sécurité sociale pour 2026 avec, en ligne de mire, son démantèlement. D'un bout à l'autre de l'examen du budget 2026, on le constate.

Le gouvernement Lecornu n°2 dispose de tous les moyens pour imposer l'austérité en évitant un vote final sur le budget. Il peut faire passer le budget par ordonnances au bout de 70 jours. L'examen du budget de l'État devait s'arrêter le 23 novembre puis passer au Sénat mais il est passé au Sénat dès le 17 novembre.

Le président du Sénat avait déjà annoncé qu'il supprimera tous les amendements issus du « débat parlementaire ».

Quelle que soit l'issue des débats parlementaires, les grandes lignes d'un budget austéritaire restent l'objectif du gouvernement Lecornu n°2, les travailleurs seront les premiers impactés sur leur vie quotidienne par une baisse de leurs ressources.

LE POINT DE VUE DE LA FÉDÉRATION NATIONALE DES INDUSTRIES CHIMIQUES-CGT

Le gouvernement ne propose pas dans le PLFSS 2026 :

- Des augmentations de cotisations dites « patronales » (+2 % +8 Md€/an) ;
- La suppression des exonérations générales (20-30 Md€/an conservés par le patronat) ;
- La lutte anti-fraude patronale (évaluée à 10-15 Md€/an) ;
- L'augmentation des salaires (+2,5 % pourraient représenter environ de 8 à 10 milliards de cotisations en plus) ;
- L'égalité H/F ;
- ...

De la cotisation sociale à l'impôt et taxes.

Le choix politique est net « **IL FAUT FAIRE DES ÉCONOMIES !** ». Cela change profondément la philosophie de la Sécurité sociale : son financement n'est plus déterminé par les besoins des assurés via les cotisations prises sur la richesse produite par le travail (le salaire), mais de plus en plus par l'impôt et les taxes, au service d'une politique d'austérité qui néglige les besoins réels.

Notre Sécurité sociale va donc être sous-financée pour encore au minimum 3 ans, avec pour effet de peser sur l'accès aux soins, la prévention et l'appauvrissement des retraités. De plus en plus de gens vont devoir choisir entre se nourrir, se loger, et se soigner, trois besoins vitaux. Des choix que notre société dans sa grande majorité, avait totalement oubliés, alors qu'une grande partie de la population pense encore être à l'abri de devoir faire ces choix dans un futur proche. Pourtant, jusqu'à il y a seulement 80 ans, ces choix faisaient partie de la vie du travailleur et de sa famille. En 1945, et la naissance de la Sécurité sociale d'Ambroise CROIZAT (volonté de la CGT et des communistes) nous en avait quasiment libérés.

Depuis 80 ans, la Sécurité sociale a toujours été là dans les moments de crise que le capital organise. Elle joue un rôle d'amortisseur quand le capital frappe, elle sert de bouclier, de là à penser que c'est justement cet effet « bouclier » que le capital attaque, il n'y a qu'un pas.

Mais alors, pourquoi le capital s'attaquerait-il à notre Sécurité sociale ?

La Sécurité sociale, il faut le dire et le redire, est financée historiquement par les cotisations sociales, ce qui diminue les risques supportés individuellement par les travailleurs, la maladie, les accidents du travail, la vieillesse. Cela rend la vie et le travail moins précaires et limite la capacité des employeurs à imposer des régressions sociales directes. Casser ce bouclier, c'est réduire un frein à l'exploitation, mais aussi créer de nouveaux marchés sources de profit pour le capital. On n'y pense pas toujours, mais par exemple derrière le mot « mutuelle » se cachent souvent des assurances privées à but lucratif pour leurs actionnaires. Seulement cantonnées au rang de « seconde ligne » durant plusieurs années dans le cadre de la politique du reste à charge, avec la casse organisée depuis des décennies de toutes les branches de notre Sécurité sociale, elles voient s'ouvrir, de la famille à la vieillesse en passant par la maladie, un marché assurantiel de plus de 660 milliards d'euros de chiffre d'affaires (dépenses de la Sécu estimées pour 2026).

De l'universalité à l'individualité.

En affaiblissant notre Sécurité sociale dans son financement mais aussi dans son fonctionnement, l'État tue l'universalité, fondement de notre société que la Sécurité sociale a voulu rendre réalité à la sortie de la seconde guerre mondiale, contre l'individualité imposée par le capitalisme.

Effectivement, le capitalisme se fonde sur le principe que chaque individu ou groupe défend son intérêt personnel. C'est le « chacun pour soi », l'individualité, basée sur le seul « mérite ».

Le capital ignore les inégalités naturelles des chances. Pour lui, les plus forts s'en sortent, les plus faibles crèvent dans le fossé. Une sorte de tri humain où les plus faibles, faute de ne pas être aidés, sont mis à la marge de la société capitaliste car considérés comme un fardeau, pire encore, un coût économique dont le capital ne peut s'embarrasser.

Dans le « jeu » de la vie, chaque individu ne part pas avec les mêmes cartes en main et le « mérite » seul ne compense pas la maladie, un accident, la naissance dans un milieu défavorisé. La Sécurité sociale, au contraire, corrige ces écarts et garantit à chacun des droits, quels que soient son point de départ, et/ou les accidents de la vie.

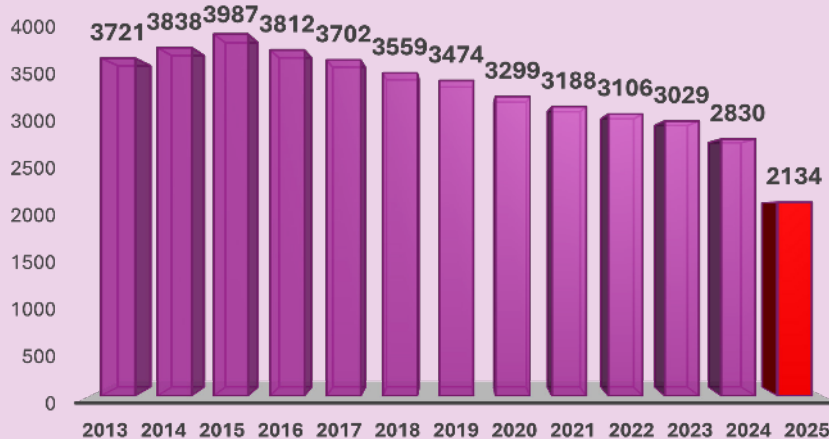
C'est ici que le 100 % Sécu devient une nécessité.

Plutôt que de laisser ce marché aux mains du privé, il faut choisir un modèle qui protège réellement : remboursement intégral de l'ensemble des soins prescrits, par la Sécurité sociale financée exclusivement par les cotisations sociales, sans reste à charge et sans mutuelles lucratives pour servir les actionnaires.

Le 100 % Sécu, c'est rendre inutile le financement parallèle par des assurances privées ; c'est éviter que les travailleurs paient deux fois, via leurs cotisations puis via des primes d'assurance. C'est refuser le tri social, proposer les Jours heureux en poursuivant les principes fondateurs du CNR. C'est aussi un choix économique : l'argent investi dans le soin est réinjecté dans la santé publique, non dans les profits.

**EN REPLAÇANT LA SOLIDARITÉ AU CŒUR DU SYSTÈME,
LE 100 % SÉCU RENFORCE UN BOUCLIER EFFICACE PROTECTEUR
DES TRAVAILLEURS ET DE LEUR FAMILLE
CONTRE L'EXPLOITATION CAPITALISTE. ■**

l'orga - le point...



**FNI AU
13 NOVEMBRE 2025**

l'orga - le point...

Situation Internationale : 2 cas pour illustrer la mainmise des USA sur les États d'Amérique du Sud :

ARGENTINE :

Les résultats des élections du 26 octobre constituent une évolution politiquement favorable pour le gouvernement dans son intention d'approuver trois importants projets de réforme : les réformes du travail, des retraites et de la fiscalité. En résumé, trois initiatives qui incarneraient le modèle de pays recherché par les puissances économiques nationales et transnationales, au détriment des travailleurs. Des fonctionnaires du gouvernement représentant J.P. Morgan, tous d'anciens employés de cette banque et désormais ses représentants officiels, sont chargés de rédiger ces projets. Bien que ces initiatives n'aient pas encore été présentées au Congrès, tout porte à croire, d'après les rumeurs et les déclarations de représentants du gouvernement et de leurs alliés, que rien de bon n'est à prévoir pour les travailleurs actifs et retraités de ces ennemis historiques de la classe ouvrière. Javier Gerardo Milei, serviteur de la Maison Blanche et du pouvoir économique mondial - qui porte le titre de Président de l'Argentine - se rend une fois de plus aux États-Unis. Son objectif est clair : aller répondre à l'impérialisme et recevoir des instructions et des ordres sur la manière de continuer à gérer les affaires publiques de son pays de la part des maîtres du capitalisme mondial.

Les retraités et les pensionnés d'Argentine mènent la lutte pour sauver la Sécurité sociale et les pensions. Ils exigent un nouveau système de retraite public, par répartition, solidaire et intergénérationnel, géré par les travailleurs actifs et retraités : en se réunissant tous les mercredis devant l'annexe des députés, et en menant des actions de plus en plus nombreuses pour essayer de rendre plus visibles les problèmes du peuple argentin.

VENEZUELA :

Depuis plusieurs semaines, les États-Unis mobilisent une grande quantité de forces militaires dans les Caraïbes, comme on n'en avait pas vues depuis des décennies.

Leur objectif direct est le Venezuela. Les récents bombardements de petites embarcations civiles au large des côtes vénézuéliennes, assassinant de façon sommaire des civils et préfigurant une nouvelle escalade, constituent des actes de terrorisme d'État et une violation flagrante des droits humains.

À cela s'ajoutent l'annonce publique et cynique d'« opérations clandestines » de la CIA, les menaces ouvertes de Trump d'intervenir sur le territoire continental, ainsi que les sanctions économiques qui étranglent déjà le pays. Donald Trump cherche à imposer sa ligne la plus agressive et réactionnaire contre l'Amérique latine. Sous le discours hypocrite de la « sécurité régionale » et de la « lutte contre le narcotrafic », l'impérialisme états-unien justifie une intervention militariste et une ingérence sans précédent. C'est une opération politique et militaire au service des intérêts du capital dans un contexte de crise économique, pour s'approprier les ressources naturelles du Venezuela. Le gouvernement de Maduro répond avec un discours « anti-impérialiste ».